



MONDE : LES EFFETS DU « BREXIT »

**UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE
SUB-SAHARIENNE**

IDE EN AFRIQUE

**TOGO : POINT
FINANCIER**

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION

**LA COOPERATION ECONOMIQUE AU
TOGO**

MONDE : LES EFFETS DU « BREXIT »

Après le choix de la Grande-Bretagne de se retirer de l'Union européenne, les risques de revers de conjoncture ont augmenté pour l'économie mondiale déjà hésitante. Les incertitudes que suscite ce vote inhiberont l'activité, surtout les investissements, particulièrement en Europe.

La chute de la livre sterling pourrait accroître la part des exportations du Royaume-Uni, mais on ne sait pas si cela suffira à compenser le revers attendu pour la demande intérieure.

Bien qu'il faille du temps pour que le «Brexit» soit effectif au niveau des textes, il induit des menaces immédiates, notamment la flambée du dollar US. Certes, les incertitudes au sujet de l'impact du « Brexit » sur l'économie mondiale réduisent considérablement les probabilités d'une hausse des taux d'intérêt par la Fed cette année et surtout cet été, mais le dollar US pourrait être dopé par son statut de monnaie refuge. La monnaie de réserve du monde tend à s'apprécier dans les phases de recrudescence des incertitudes et de stress sur les marchés financiers.

La valeur du dollar US a déjà augmenté 18% depuis deux ans, et une nouvelle poussée multiplierait d'autant les risques de défaillances pour les emprunts en dollars. Selon la Banque des règlements internationaux, l'encours des dettes en dollars américains à la fin de 2015 en dehors de l'Amérique s'élevait à un niveau record de 9,700 milliards \$ US, soit près de 18% du PIB mondial hors États-Unis. Si les emprunts en USD ont augmenté sur les marchés émergents, ce n'est rien en comparaison de la dette des économies

avancées (hors États- Unis), qui s'élevait à US\$6,500 milliards à la fin de 2015.

Pour l'Afrique, le « Brexit » devrait entraîner la renégociation de plusieurs accords commerciaux, la plupart d'entre eux étant signés via l'UE. Ce qui pourrait se révéler bénéfiques pour certains pays. En plus la part des cotisations fournies par le Royaume-Uni à l'UE pourrait être réallouée pour renforcer les coopérations bilatérales avec les pays africains. En Afrique du Sud, le « Brexit » pourrait faire perdre 0,1% de croissance à l'économie. De nombreuses grandes entreprises sud-africaines ayant une double cotation sur les Bourses de Londres et de Johannesburg, avec le « Brexit », il y a un risque que leurs capacités financières soient réduites et que les investissements se réduisent.

UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE SUB- SAHARIENNE

Dans le dernier rapport du FMI, les prévisions de la croissance économique de l'Afrique sub-saharienne sont estimées à 2,5% pour 2016, en baisse de 0,5% par rapport à l'année dernière. Cette baisse s'explique globalement par les prix faibles des matières premières, le durcissement des conditions financières mondiales et les sécheresses dans la région.

La croissance du Ghana devrait atteindre un taux de 5,2% grâce au regain de confiance des investisseurs, de nouveaux champs pétroliers et d'un meilleur accès à l'énergie électrique.

La croissance du Togo devrait s'établir autour de 6% soutenue par la poursuite des

investissements publics et un secteur primaire en pleine mutation.

La Côte d'Ivoire (8,5%) et le Kenya (5,9%) devraient continuer à connaître une croissance solide boostée par les investissements en cours et la production agricole.

La croissance en Zambie devrait rester terne (3,4%) à cause des prix bas du cuivre et des coupures d'électricité.

Le Nigeria devrait afficher une croissance de 0,8%, soit 3,8 points de pourcentage de moins que lors des prévisions de janvier, car les restrictions sur les opérations de change, les pénuries de carburant et la faible production pétrolière pèsent sur l'activité économique, aggravant les effets des prix du pétrole bas.

L'Afrique du Sud devrait se situer à 0,6%, car la faible confiance des entreprises et les tensions politiques ralentissent la croissance des investissements, et le chômage élevé et la politique monétaire restrictive limitent la consommation privée. Le premier trimestre a été marqué même par une contraction du PIB à -1,2%.

L'Angola devrait afficher une croissance de 0,9 % à cause des prix du pétrole bas, d'un climat d'investissement faible et de l'inflation en hausse.

La croissance devrait rester forte au Rwanda (6,8 %) et en Tanzanie (7,2 %) car elle y est soutenue par la demande intérieure.

IDE EN AFRIQUE

En Afrique de l'Ouest, les investissements directs étrangers ont baissé de 18% à 9,6 milliards \$ en 2015. Cette baisse est à

mettre en liaison avec le repli des investissements au Nigéria. La première économie d'Afrique a souffert et souffre encore de la baisse des prix du pétrole, une importante source de ses revenus. En plus, la mauvaise santé du Naira a provoqué des retraits ou de l'incertitude chez les investisseurs, selon les cas.

L'Afrique du Nord a connu la meilleure performance de la région, en captant des IDE de 12,6 milliards \$, un chiffre en hausse de 9%.

L'Afrique de l'Est a attiré 7,8 milliards \$ en baisse de 2%, malgré la performance record du Kenya qui a attiré 1,4 milliard \$.

L'Afrique Australe a atteint 17,9 milliards \$, tirée par l'Angola, qui a capturé un volume record de 8,7 milliards \$.

L'Afrique centrale avec 5,8 milliards \$ a perdu 36% d'investissements directs étrangers, en raison principalement de la baisse des cours du cuivre et à une insécurité grandissante.

Selon la CNUCED, un rebond des IDE ciblant l'Afrique en 2017 est à prévoir.

Par ailleurs, les investissements étrangers en partance de l'Afrique ont chuté de 25%, à 11,3 milliards \$. Les investisseurs principalement angolais, sud-africains et nigériens ont réduit leurs engagements financiers à l'étranger, en raison de la baisse des prix des matières premières et des revenus qui en découlent, mais aussi du fait du repli des différentes devises de leurs pays respectifs.

TOGO : POINT FINANCIER

L'encours de la dette publique globale du Togo s'élève à 1.384,94 milliards FCFA à la fin 2015, contre 1.166,86 de francs à la fin de l'année précédente. Soit une hausse de 18,69% relevée par la Direction nationale de la dette publique dans son rapport annuel 2015.

Les titres publics du Togo jouissent d'une belle côte auprès des investisseurs, comme en témoigne le taux de couverture de 111,65% lors de la récente émission de bons de trésor fin Mars.

Les finances publiques enregistrent une augmentation des recettes de l'Etat et une diminution des dépenses courantes respectivement de 13,3% et 22,1% en variation mensuelle faisant passer le solde courant de -13,22 milliards de FCFA en mars 2016 à +4,99 milliards de FCFA à fin avril 2016.

L'encours de crédit intérieur s'élève à 926,6 milliards de CFA au mois d'Avril 2016, en régression de 7% par rapport à fin décembre 2015. La baisse du crédit intérieur est imputable au recul des crédits à l'économie de 4,1% et à l'amélioration de la position nette du gouvernement de 30,2%.

L'activité bancaire est en hausse avec un total bilan qui a progressé de 16% en un an à 1.934 milliards de FCFA à fin mars 2016. Une évolution qui s'explique par la progression des dépôts (+6%) et des crédits (+4%).

Au premier trimestre, les crédits à moyen et long termes n'ont pas vraiment évolué par rapport à leur niveau de 2015. Par contre les crédits de campagnes ont nettement augmenté en s'établissant à 500 millions en

Mars 2016, contre 150 millions en 2015 selon les statistiques de la BCEAO.

Fait inquiétant, la part de crédit accordé à l'agriculture, la sylviculture et la pêche ne représente que 0.25% du total des crédits accordés par les banques. La dégradation de la qualité du portefeuille de crédit se poursuit.

Pour rendre plus efficace la supervision de l'activité de crédit à travers la réduction de l'asymétrie d'information et une meilleure évaluation du risque, le TOGO a mis en place récemment son Bureau d'Information sur le Crédit.

Le secteur de la microfinance continue sa progression. Le nombre de SFD (systèmes financiers décentralisés) disposant d'un encours d'épargne et/ou de crédit supérieur ou égal à 300 millions de FCFA s'établit à 37 contre 35 au trimestre précédent. Le nombre de bénéficiaires a atteint 1.847.039, en hausse de 3,1% en 2015.

LA BRVM EN PLEINE CROISSANCE

L'activité boursière régionale s'est raffermie durant le premier trimestre 2016. Ce renforcement a été reflété par la progression de 3,5% de l'indice global, le BRVM composite, qui a clôturé à 314,46 points à fin mars 2016 contre 303,93 points en décembre 2015. En revanche, l'indice des dix valeurs les plus actives, le BRVM10, s'est replié de 3,4% entre décembre 2015 et mars 2016 pour s'établir à 280,41 points.

L'évolution des indices sectoriels a été contrastée. Les indices des secteurs Industrie, Finances et Distribution ont enregistré des hausses respectives de 5,2%, 3,7% et 24,6%. De leur côté, les titres des entreprises relevant des secteurs de l'Agriculture, des Transports et des Services

publics ont vu leurs indices se replier respectivement de 3,9%, 6,6% et 0,5% sur la période.

La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés sur le marché s'est inscrite en hausse de 5,3% à 9.561,6 milliards comparativement à fin décembre 2015. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation du volume des transactions et des cours sur le marché des actions dont la capitalisation s'est accrue de 3,5% pour ressortir à 7.759,6 milliards. De même, sur le compartiment des obligations, la capitalisation s'est consolidée de 14,1% pour s'établir à 1.802,0 milliards après 1.579,2 milliards en décembre 2015.

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION

Au second trimestre 2016, le niveau général des prix à la consommation a fait un bon de 1,1 % après une chute de 0,6 % au mois précédent. Cette évolution haussière est en rapport avec celle des niveaux des prix des produits alimentaires, des produits alcooliques et stupéfiants et des services de logement dont le bois de chauffe et le charbon de bois. Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix s'est stabilisé.

L'inflation sous-jacente a progressé de 0,2 par rapport au trimestre précédent. Du point de vue classification sectorielle, cette évolution est portée principalement par les produits primaires. Il convient de relever que depuis août 2015, le taux d'inflation moyen annuel du niveau des prix des produits primaires n'a cessé d'augmenter. Il est en hausse de 11,4 % en Avril 2016 contre 9,7 % en Mars 2016.

Au second trimestre 2016, le prix du pétrole brut est reparti à la hausse après un début

d'année marqué par des prix historiquement très bas. Mais consécutivement à la longue baisse antérieure, au Togo les prix du litre de super sans plomb et du gasoil ont diminué respectivement de 4,2% et de 13,8% pour s'établir à 452 FCFA et 455 FCFA. Cette baisse a entraîné une hausse de la consommation d'essence super sans plomb, respectivement de 57,8% et 88,4% par rapport au trimestre dernier et en glissement annuel. La consommation du gasoil est en baisse de 4,2% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse serait due au ralentissement des travaux dans les BTP.

En Mars, le trafic portuaire a subi une forte baisse s'établissant à son plus faible niveau depuis Décembre 2014. Cette baisse est due surtout par une nette diminution des importations, -45% par rapport à fin décembre 2015.

LA COOPERATION ECONOMIQUE AU TOGO

L'Union européenne (UE), la France et l'Allemagne ont offert une aide conjointe de 470 milliards FCFA au Togo pour la période 2014-2020. Cette aide portera notamment sur la promotion du commerce et de l'intégration régionale, la réduction de la pauvreté et le développement économique et social.

La Chine a octroyé 90 milliards FCFA pour le financement de divers projets agricoles, énergétiques et d'infrastructure.

Le Togo bénéficie de plus en plus d'aides de la part de ses partenaires pour améliorer le tissu économique et productif national.